Cahiers de Psychologie Politique

N° 24 | 2014
numéro 24 - Janvier 2014

L’individu, la société et l’État

Emma GOLDMAN

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-24/1686-l-individu-la-societe-et-l-etat
DOI : numerev_867
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 15/01/2014

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : GOLDMAN, E. (2014) L’individu, la société et l’État. *Cahiers de Psychologie Politique*, (24). https://doi.org/10.34745/numerev_867

Mots-clés :

Le doute règne dans l'esprit des hommes car notre civilisation tremble sur ses bases. Les institutions actuelles n'inspirent plus confiance et les gens intelligents comprennent que l'industrialisation capitaliste va à l'encontre des buts mêmes qu'elle est censée poursuivre.

Le monde ne sait comment s'en sortir

Le parlementarisme et la démocratie périclitent et certains croient trouver un salut en optant pour le fascisme ou d'autres formes de gouvernements « forts ».

Du combat idéologique mondial sortiront des solutions aux problèmes sociaux urgents qui se posent actuellement (crises économiques, chômage, guerre, désarmement, relations internationales, etc.). Or, c'est de ces solutions que dépendent le bien-être de l'individu et le destin de la société humaine.

L'État, le gouvernement avec ses fonctions et ses pouvoirs, devient ainsi le centre d'intérêt de l'homme qui réfléchit. Les développements politiques qui ont eu lieu dans toutes les nations civilisées nous amènent à nous poser ces questions : voulons-nous d'un gouvernement fort ?

Devons nous préférer la démocratie et le parlementarisme ? Le fascisme, sous une forme ou sous une autre, la dictature qu'elle soit monarchique, bourgeoise ou prolétarienne offrent-ils des solutions aux maux ou aux difficultés qui assaillent notre société ?

En d'autres termes, parviendrons-nous à effacer les tares de la démocratie à l'aide d'un système encore plus démocrate, ou bien devrons-nous trancher le nœud gordien du gouvernement populaire par l'épée de la dictature ?

Ma réponse est :

Ni l'un ni l'autre. Je suis contre la dictature et le fascisme, je suis opposée aux régimes parlementaires et au soi-disant démocraties politiques.

C'est avec raison qu'on a parlé du nazisme comme d'une attaque contre la civilisation.

On pourrait dire la même chose de toutes les formes de dictature, d'oppression et de coercition. Car qu'est-ce que la civilisation ? Tout progrès a été essentiellement marqué par l'extension des libertés de l'individu au dépens de l'autorité extérieure tant en ce qui concerne son existence physique que politique ou économique. Dans le monde physique, l'homme a progressé jusqu'à maîtriser les forces de la nature et les utiliser à son propre profit. L'homme primitif accomplit ses premiers pas sur la route du progrès lorsqu'il parvient à faire jaillir le feu, triomphant ainsi de l'homme, à retenir le vent et à capter l'eau.

Quel rôle l'autorité ou le gouvernement ont-ils joué dans cet effort d'amélioration, d'invention et de découverte ? Aucun, ou plutôt aucun qui soit positif. C'est toujours l'individu qui accomplit le miracle, généralement en dépit des interdictions, des persécutions et de l'intervention de l'autorité, tant humaine que divine.

De même dans le domaine politique, le progrès consiste à s'éloigner de plus en plus de l'autorité du chef de tribu, de clan, du prince et du roi, du gouvernement et de l'État. Économiquement, le progrès signifie plus de bien-être pour un nombre sans cesse croissant. Et culturellement, il est le résultat de tout ce qui s'accomplit par ailleurs, indépendance politique, intellectuelle et psychique de plus en plus grande.

Dans ces perspectives, les problèmes de relation entre l'homme et l'État revêtent une signification tout à fait nouvelle. Il n'est plus question de savoir si la dictature est préférable à la démocratie, si le fascisme italien est supérieur ou non à l'hitlérisme. Une question beaucoup plus vitale se pose alors à nous : le gouvernement politique, l'État est-il profitable à l'humanité et quelle est son influence sur l'individu ?

L'individu est la véritable réalité de la vie, un univers en soi

Il n'existe pas en fonction de l'État, ou de cette abstraction qu'on appelle « société » ou « nation », et qui n'est autre qu'un rassemblement d'individus. L'homme a toujours été, est nécessairement la seule source, le seul moteur d'évolution et de progrès. La civilisation est le résultat d'un combat continuel de l'individu ou des groupements d'individus contre l'État et même — contre la « société », c'est-à-dire contre la majorité hypnotisée par l'État et soumise à son culte. Les plus grandes batailles que l'homme ait jamais livrées l'ont été contre des obstacles et des handicaps artificiels qu'il s'est lui-même imposés et qui paralysent son développement. La pensée humaine a toujours été faussée par les traditions, les coutumes, l'éducation trompeuse et inique, dispensées pour servir les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir et jouissent de privilèges ; autrement dit, par l'État et les classes possédantes. Ce conflit incessant a dominé l'histoire de l'humanité.

On peut dire que l'individualité, c'est la conscience de l'individu d'être ce qu'il est, et de vivre cette différence.

C'est un aspect inhérent à tout être humain et un facteur de développement. L'État et les institutions sociales se font et se défont, tandis que l'individualité demeure et

persiste. L'essence même de l'individualité, c'est l'expression, le sens de la dignité et de l'indépendance, voilà son terrain de prédilection. L'individualité, ce n'est pas cet ensemble de réflexes impersonnels et machinaux que l'État considère comme un « individu ». L'individu n'est pas seulement le résultat de l'hérédité et de l'environnement, de la cause et de l'effet. C'est cela, mais aussi beaucoup plus. L'homme vivant ne peut pas être défini ; il est source de toute vie et de toutes valeurs, il n'est pas une partie de ceci ou de cela ; c'est un tout, un tout individuel, un tout qui évolue et se développe, mais qui reste cependant un tout constant.

L'individualité ainsi décrite n'a rien de commun avec les diverses conceptions de l'individualisme et surtout pas avec celui que j'appellerai « individualisme de droite, à l'américaine », qui n'est qu'une tentative déguisée de contraindre et de vaincre l'individu dans sa singularité. Ce soi-disant individualisme, que suggère les formules comme « libre entreprise », « american way of life », arrivisme et société libérale, c'est le laisser-faire économique et social ; l'exploitation des masses par les classes dominantes avec l'aide de la fourberie légale ; la dégradation spirituelle et l'endoctrinement systématique de l'esprit servile, processus connu sous le nom « d'éducation ». Cette forme d' « individualisme » corrompu et vicié, véritable camisole de force de l'individualité, réduit la vie à une course dégradante aux biens matériels, au prestige social ; sa sagesse s'exprime en une phrase : « Chacun pour soi et maudit soit le dernier ».

Inévitablement, l' « individualisme » de droite débouche sur l'esclavage moderne, les distinctions sociales aberrantes et conduit des millions de gens à la soupe populaire

Cet « individualisme »-là, c'est celui des maîtres, tandis que le peuple est enrégimenté dans une caste d'esclaves pour servir une poignée de « surhommes » égocentriques. L'Amérique est, sans doute, le meilleur exemple de cette forme d'individualisme, au nom duquel tyrannie politique et oppression sociale sont élevées au rang de vertus : tandis que la moindre aspiration, la moindre tentative de vie plus libre et plus digne seront immédiatement mises au compte d'un anti-américanisme intolérable et condamnées, toujours au nom de ce même individualisme.

Il fut un temps où l'État n'existait pas. L'homme a vécu dans des conditions naturelles, sans État ni gouvernement organisé. Les gens étaient groupés en petites communautés de quelques familles, cultivant le sol et s'adonnant à l'art et à l'artisanat. L'individu, puis plus tard la famille, était la cellule de base de la vie sociale ; chacun était libre et l'égal de son voisin. La société humaine de cette époque n'était pas un État mais une association volontaire où chacun bénéficiait de la protection de tous. Les aînés et les membres les plus expérimentés du groupe en étaient les guides et les conseillers. Ils aidaient à régler les problèmes vitaux, ce qui ne signifie pas gouverner et dominer l'individu. Ce n'est que plus tard qu'on vit apparaître gouvernement politique et État, conséquences du désir des plus forts de prendre l'avantage sur les plus faibles, de quelques-uns contre le plus grand nombre.

L'État ecclésiastique, ou séculier, servit alors à donner une apparence de légalité et de droit aux torts causés par quelques-uns au plus grand nombre. Cette apparence de droit était le moyen le plus commode de gouverner le peuple, car un gouvernement ne peut exister sans le consentement du peuple, consentement véritable, tacite ou simulé. Le constitutionnalisme et la démocratie sont les formes modernes de ce consentement prétendu, inoculé par ce qu'on appelle « éducation », véritable endoctrinement public et privé.

Le peuple consent parce qu'on le persuade de la nécessité de l'autorité ; on lui inculque l'idée que l'homme est mauvais, virulent et trop incompétent pour savoir ce qui est bon pour lui. C'est l'idée fondamentale de tout gouvernement et de toute oppression. Dieu et l'État n'existent et ne sont soutenus que par cette doctrine.

Pourtant l'État n'est rien d'autre qu'un nom, une abstraction. Comme d'autres conceptions du même type, nation, race, humanité, il n'a pas de réalité organique. Appeler l'État un organisme est une tendance maladive à faire d'un mot un fétiche.

Le mot État désigne l'appareil législatif et administratif qui traite certaines affaires humaines, mal la plupart du temps. Il ne contient rien de sacré, de saint ou de mystérieux. L'État n'a pas de conscience, il n'est pas chargé d'une mission morale, pas plus que ne le serait une compagnie commerciale chargée d'exploiter une mine de charbon ou une ligne de chemin de fer.

L'État n'a pas plus de réalité que n'en ont les dieux ou les diables. Ce ne sont que des reflets, des créations de l'esprit humain, car l'homme, l'individu est la seule réalité. L'État n'est que l'ombre de l'homme, l'ombre de son obscurantisme, de son ignorance et de sa peur.

La vie commence et finit avec l'homme, l'individu. Sans lui, pas de race, pas d'humanité, pas d'État. Pas même de société. C'est l'individu qui vit, respire et souffre. Il se développe et progresse en luttant continuellement contre le fétichisme qu'il nourrit à l'égard de ses propres inventions et en particulier de l'État.

L'autorité religieuse a édifié la vie politique à l'image de celle de l'Église. L'autorité de l'État , les « droits » des gouvernants venaient d'en haut ; le pouvoir, comme la foi, était d'origine divine. Les philosophes écrivirent d'épais volumes prouvant la sainteté de l'État, allant parfois jusqu'à lui octroyer l'infaillibilité. Certains répandirent l'opinion démente que l'État est « supra humain », suprême, que c'est la réalité suprême, « l'absolu ».

La recherche était un blasphème, la servitude la plus haute des vertus. Grâce à de tels principes, on en vint à considérer certaines idées comme des évidences sacrées, non que la vérité en eut été démontrée, mais parce qu'on les répétait sans cesse.

Les progrès de la civilisation sont essentiellement caractérisés par une mise en question

du « divin » et du « mystère », du prétendu sacré et de la « vérité » éternelle, c'est l'élimination graduelle de l'abstrait auquel se substitue peu à peu le concret. Autrement dit, les faits prennent le pas sur l'imaginaire, le savoir sur l'ignorance, la lumière sur l'obscurité.

Le lent et difficile processus de libération de l'individu ne s'est pas accompli avec l'aide de l'État. Au contraire, c'est en menant un combat ininterrompu et sanglant que l'humanité a conquis le peu de liberté et d'indépendance dont elle dispose, arraché des mains des rois, des tsars et des gouvernements.

Le personnage héroïque de ce long Golgotha est celui de l'Homme. Seul ou uni à d'autres, c'est toujours l'individu qui souffre et combat les oppressions de toute sorte, les puissances qui l'asservissent et le dégradent.

Plus encore, l'esprit de l'homme, de l'individu, est le premier à se rebeller contre l'injustice et l'avilissement ; le premier à concevoir l'idée de résistance aux conditions dans lesquelles il se débat. L'individu est le générateur de la pensée libératrice, de même que de l'acte libérateur.

Et cela ne concerne pas seulement le combat politique, mais toute la gamme des efforts humains, en tout temps et sous tous les cieux. C'est toujours l'individu, l'homme avec sa puissance de caractère et sa volonté de liberté qui ouvre la voie du progrès humain et franchit les premiers pas vers un monde meilleur et plus libre ; en sciences, en philosophie, dans le domaine des arts comme dans celui de l'industrie, son génie s'élève vers des sommets, conçoit « l'impossible », matérialise son rêve et communique son enthousiasme à d'autres, qui s'engagent à leur tour dans la mêlée. Dans le domaine social, le prophète, le visionnaire, l'idéaliste qui rêve d'un monde selon son cœur, illumine la route des grandes réalisations.

L'État, le gouvernement, quels qu'en soient la forme, le caractère, qu'il soit autoritaire ou constitutionnel, monarchique ou républicain fasciste, nazi ou bolchevik, est de par sa nature même conservateur, statique, intolérant et opposé au changement. S'il évolue parfois positivement c'est que, soumis à des pressions suffisamment fortes, il est obligé d'opérer le changement qu'on lui impose, pacifiquement parfois, brutalement le plus souvent, c'est-à-dire par les moyens révolutionnaires. De plus, le conservatisme inhérent à l'autorité sous toutes ses formes devient inévitablement réactionnaire. Deux raisons à cela : la première c'est qu'il est naturel pour un gouvernement, non seulement de garder le pouvoir qu'il détient, mais aussi de le renforcer, de l'étendre et de le perpétuer à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Plus forte est l'autorité, plus grands l'État et ses pouvoirs, plus intolérable sera pour lui une autorité similaire ou un pouvoir politique parallèle. La psychologie gouvernementale impose une influence et un prestige en constante augmentation, nationalement et internationalement, et il saisira toutes les occasions pour les accroître. Les intérêts financiers et commerciaux soutenant le gouvernement qui les représente et les sert, motivent cette tendance. La raison d'être fondamentale de tous les gouvernements, sur laquelle les historiens des temps passés fermaient volontairement les yeux, est si évidente aujourd'hui que les

professeurs eux-mêmes ne peuvent plus l'ignorer.

L'autre facteur, qui astreint les gouvernements à un conservatisme de plus en plus réactionnaire, est la méfiance inhérente qu'il porte à l'individu, la crainte de l'individualité. Notre système politique et social ne tolère pas l'individu avec son besoin constant d'innovation. C'est donc en état de « légitime défense » que le gouvernement opprime, persécute, punit et parfois tue l'individu, aidé en cela par toutes les institutions dont le but est de préserver l'ordre existant. Il a recours à toutes les formes de violence et il est soutenu par le sentiment « d'indignation morale » de la majorité contre l'hérétique, le dissident social, le rebelle politique : cette majorité à qui on a inculqué depuis des siècles le culte de l'État, qu'on a élevée dans la discipline, l'obéissance et la soumission au respect de l'autorité, dont l'écho se fait entendre à la maison, à l'école, à l'église et dans la presse.

Le meilleur rempart de l'autorité, c'est l'uniformité : la plus petite divergence d'opinion devient alors le pire des crimes. La mécanisation à grande échelle de la société actuelle entraîne un surcroît d'uniformisation. On la trouve partout présente dans les habitudes, les goûts, le choix des vêtements les pensées, les idées. Mais c'est dans ce qu'on est convenu d'appeler « l'opinion publique » qu'on en trouve le concentré le plus affligeant. Bien peu ont le courage de s'y opposer. Celui qui refuse de s'y soumettre est aussitôt « bizarre, différent, suspect », fauteur de troubles au sein de l'univers stagnant et confortable de la vie moderne.

Plus encore sans doute que l'autorité constituée, c'est l'uniformité sociale qui accable l'individu. Le fait même qu'il soit « unique, différent » le sépare et le rend étranger à son pays et même à son foyer, — plus parfois que l'expatrié dont les vues coïncident généralement avec celles des « indigènes ». Pour un être humain sensible, il n'est pas suffisant de se trouver dans son pays d'origine, pour se sentir chez lui, en dépit de ce que cela suppose de traditions, d'impressions et de souvenirs d'enfance, toutes choses qui nous sont chères. I1 est beaucoup plus essentiel de trouver une certaine atmosphère d'appartenance, d'avoir conscience de « faire corps » avec les gens et l'environnement, pour se sentir chez soi, qu'il s'agisse de relations familiales, de relations de voisinage ou bien de celles qu'on entretient dans la région plus vaste qu'on appelle communément son pays. L'individu capable de s'intéresser au monde entier, ne se sent jamais aussi isolé, aussi incapable de partager les sentiments de son entourage que lorsqu'il se trouve dans son pays d'origine.

Avant la guerre, l'individu avait tout au moins la possibilité d'échapper à l'accablement national et familial. Le monde semblait ouvert à ses recherches, à ses élans, à ses besoins. Aujourd'hui, le monde est une prison et la vie une peine de détention perpétuelle à purger dans la solitude. Cela est encore plus vrai depuis l'avènement de la dictature, celle de droite comme celle de gauche.

Friedrich Nietzsche qualifiait l'État de monstre froid

Comment qualifierait-il la bête hideuse cachée sous le manteau de la dictature

moderne ? Non que l'État ait jamais alloué un bien grand champ d'action à l'individu ; mais, les champions de la nouvelle idéologie étatique ne lui accorde même plus le peu dont il disposait. « L'individu n'est rien », estiment-ils. Seule la collectivité compte. Ils ne veulent rien moins que la soumission totale de l'individu pour satisfaire l'appétit insatiable de leur nouveau dieu.

Curieusement, c'est au sein de l'intelligentsia britannique et américaine qu'on trouve les plus farouches avocats de la nouvelle cause. Pour le moment, les voilà entichés de la « dictature du prolétariat ». En théorie seulement, bien sûr. Car, en pratique, ils préfèrent encore bénéficier des quelques libertés qu'on leur accorde dans leur pays respectif. Ils vont en Russie pour de courtes visites, ou en tant que courtiers de la « révolution », mais ils se sentent tout de même plus en sûreté chez eux.

D'ailleurs, ce n'est peut-être pas seulement le manque de courage qui retient ces braves Britanniques et ces Américains dans leur propre pays. Ils sentent, peut-être inconsciemment, que l'individu reste le fait fondamental de toute association humaine et que, si opprimé et persécuté qu'il soit, c'est lui qui vaincra à la longue.

Le « génie de l'homme » qui n'est autre qu'une façon différente de qualifier la personnalité et son individualité, se fraie un chemin à travers le labyrinthe des doctrines, à travers les murs épais de la tradition et des coutumes, défiant les tabous, bravant l'autorité. affrontant l'outrage et l'échafaud — pour être parfois comme prophète et martyr par les générations suivantes. Sans ce « génie de l'homme », sans son individualité inhérente et inaltérable, nous en serions encore à parcourir les forêts primitives.

Pierre Kropotkine a montré les résultats fantastiques qu'on peut attendre lorsque cette force qu'est l'individualité humaine œuvre en coopération avec d'autres. Le grand savant et penseur anarchiste a pallié ainsi, biologiquement et sociologiquement, l'insuffisance de la théorie darwinienne sur le combat pour l'existence. Dans son ouvrage remarquable *l'Entraide*, Kropotkine montre que dans le règne animal aussi bien que dans la société humaine, la coopération — par opposition aux luttes intestines — œuvre dans le sens de la survivance et de l'évolution des espèces. Il démontre que, au contraire de l'État dévastateur et omnipotent, seules l'entraide et la coopération volontaire constituent les principes de base d'une vie libre fondée sur l'individu et l'association.

Pour le moment, l'individu n'est qu'un pion sur l'échiquier de la dictature et entre les mains des fanatiques de « l'individualisme à l'américaine ».

Les premiers se cherchent une excuse dans le fait qu'ils sont à la poursuite d'un nouvel objectif. Les seconds ne prétendent même pas être des innovateurs. En fait, les zélateurs de cette « philosophie » réactionnaire n'ont rien appris et rien oublié. Ils se contentent de veiller à ce que survive l'idée d'un combat brutal pour l'existence, même si la nécessité de ce combat a complètement disparu. Il est évident qu'on perpétue celui-ci justement parce

qu'il est inutile. La soi-disant surproduction n'en est-elle pas la preuve ? La crise économique mondiale n'est-elle pas l'éloquente démonstration que ce combat pour l'existence ne doit sa survie qu'à l'aveuglement des tenants du « chacun pour soi », au risque d'assister à l'autodestruction du système.

L'une des caractéristiques insensées de cette situation, c'est l'absence de relation entre le producteur et l'objet produit. L'ouvrier moyen n'a aucun contact profond avec l'industrie qui l'emploie, il reste étranger au processus de production dont il n'est qu'un rouage. Et comme tel, il est remplaçable à tout moment par d'autres êtres humains tout aussi dépersonnalisés.

Le travailleur qui exerce une profession intellectuelle ou libérale, bien qu'il ait la vague impression d'être plus indépendant, n'est guère mieux loti. Lui non plus n'a pas eu grand choix, ni plus de possibilité de trouver sa propre voie dans sa branche d'activité, que son voisin le travailleur manuel. Ce sont généralement des considérations matérielles, un désir de prestige social qui déterminent l'orientation de l'intellectuel. Vient s'ajouter à cela la tendance à embrasser la carrière paternelle pour devenir instituteur, ingénieur, reprendre le cabinet d'avocat ou de médecin, etc. car la tradition familiale et la routine ne demandent ni gros efforts ni personnalité. En conséquence, la majorité des gens sont mal insérés dans le monde du travail. Les masses poursuivent péniblement leur route, sans chercher plus loin, d'abord parce que leurs facultés sont engourdies par une vie de travail et de routine ; et puis il leur faut bien gagner leur vie. On retrouve la même trame dans les cercles politiques, peut-être avec, plus de force. Il n'y est fait aucune place pour le libre choix, la pensée ou l'activité indépendantes. On n'y rencontre que des marionnettes tout juste bonnes à voter et à payer les contributions.

Les intérêts de l'État et ceux de l'individu sont fondamentalement antagonistes. L'État et les institutions politiques et économiques qu'il a instaurées ne peuvent survivre qu'en façonnant l'individu afin qu'ils servent leurs intérêts ; ils l'élèvent donc dans le respect de la loi et de l'ordre, lui enseignent l'obéissance, la soumission et la foi absolue dans la sagesse et la justice du gouvernement ; ils exigent avant tout le sacrifice total de l'individu lorsque l'État en a besoin, en cas de guerre par exemple. L'État juge ses intérêts supérieurs à ceux de la religion et de Dieu. Il punit jusque dans ses scrupules religieux ou moraux l'individu qui refuse de combattre son semblable parce qu'il n'y a pas d'individualité sans liberté et que la liberté est la plus grande menace qui puisse peser sur l'autorité.

Le combat que mène l'individu dans des conditions aussi défavorables — il en va souvent de sa vie — est d'autant plus difficile qu'il ne s'agit pas, pour ses adversaires, de savoir s'il a tort ou raison. Ce n'est ni la valeur ni l'utilité de sa pensée ou de son action qui dresse contre lui les forces de l'État et de « l'opinion publique ». Les persécutions contre l'innovateur, le dissident, le protestataire, ont toujours été causées par la crainte que l'infaillibilité de l'autorité constituée ne soit mise en question et son pouvoir sapé.

L’homme ne connaîtra la véritable liberté, individuelle et collective, que lorsqu’il s’affranchira de l’autorité et de sa foi en elle.

L’évolution humaine n’est qu’un pénible cheminement dans cette direction. Le développement, ce n’est en soi ni l’invention ni la technique. Rouler à 150 Km à l’heure n’est pas un signe de civilisation. C’est à l’individu, véritable étalon social, que se mesure notre degré de civilisation ; à ses facultés individuelles, à ses possibilités d’être librement ce qu’il est ; de se développer et de progresser sans intervention de l’autorité coercitive et omniprésente.

Socialement parlant, la civilisation et la culture se mesurent au degré de liberté et aux possibilités économiques dont jouit l’individu ; à l’unité et à la coopération sociale et internationale, sans restriction légale ni autre obstacle artificiel ; à l’absence de castes privilégiées ; à une volonté de liberté et de dignité humaine ; en bref, le critère de civilisation, c’est le degré d’émancipation réelle de l’individu.

L’absolutisme politique a été aboli parce que l’homme s’est aperçu, au cours des siècles, que le pouvoir absolu est un mal destructeur. Mais il en va de même de tous les pouvoirs, que ce soit celui des privilèges, de l’argent, du prêtre, du politicien ou de la soi-disant démocratie. Peu importe le caractère spécifique de la coercition s’il revêt la couleur noire du fascisme, le jaune du nazisme ou le rouge prétentieux du bolchevisme. Le pouvoir corrompt et dégrade aussi bien le maître que l’esclave, que ce pouvoir soit aux mains de l’autocrate, du parlement ou du soviet. Mais le pouvoir d’une classe est plus pernicieux encore que celui du dictateur, et rien n’est plus terrible que la tyrannie de la majorité.

Au cours du long processus historique, l’homme a appris que la division et la lutte mènent à la destruction et que l’unité et la coopération font progresser sa cause, multiplient ses forces et favorisent son bien-être. L’esprit gouvernemental travaille depuis toujours à l’encontre de l’application sociale de cette leçon fondamentale, sauf lorsque l’État y trouve son intérêt. Les principes conservateurs et antisociaux de l’État et de la classe privilégiée qui le soutient, sont responsables de tous les conflits qui dressent les hommes les uns contre les autres. Ils sont de plus en plus nombreux ceux qui commencent à voir clair, sous la surface de l’ordre établi. L’individu se laisse moins aveugler par le clinquant des principes étatiques et les « bienfaits » de « l’individualisme » préconisé par les sociétés dites libérales. Il s’efforce d’atteindre les perspectives plus amples des relations humaines que seule procure la liberté. Car la véritable liberté n’est pas un simple chiffon de papier intitulé « constitution, droit légal ou loi ». Ce n’est pas non plus une abstraction dérivée de cette autre irréalité appelée « État ». Ce n’est pas l’acte négatif d’être libéré de quelque chose ; car cette liberté-là n’est que la liberté de mourir de faim. La vraie liberté est positive ; c’est la liberté vers quelque chose, la liberté d’être, de faire et les moyens donnés pour cela.

Il ne peut alors s’agir d’un don, mais d’un droit naturel de l’homme, de tous les êtres humains.

Ce droit ne peut être accordé ou conféré par aucune loi, aucun gouvernement. Le besoin, le désir ardent s'en fait sentir chez tous les individus. La désobéissance à toutes les formes de coercition en est l'expression instinctive. Rébellion et révolution sont des tentatives plus ou moins conscientes pour se l'octroyer. Ces manifestations individuelles et sociales sont les expressions fondamentales des valeurs humaines. Pour nourrir ces valeurs, la communauté doit comprendre que son appui le plus solide, le plus durable, c'est l'individu. Dans le domaine religieux comme dans le domaine politique, on parle d'abstractions tout en croyant qu'il s'agit de réalités. Mais quand on en vient vraiment à traiter de choses concrètes, il semble que la plupart des gens soient incapables d'y trouver un intérêt vital. C'est peut-être que la réalité est par trop terre-à-terre, trop froide pour éveiller l'âme humaine. Seuls les sujets différents, peu ordinaires, soulèvent l'enthousiasme. Autrement dit, l'Idéal qui fait jaillir l'étincelle de l'imagination et du cœur humain. Il faut quelque idéal pour sortir l'homme de l'inertie et de la monotonie de son existence et transformer le vil esclave en personnage héroïque.

C'est ici qu'intervient évidemment l'opposant marxiste dont le marxisme — dépasse d'ailleurs celui de Marx lui-même. Pour celui-là, l'homme n'est qu'une figurine aux mains de cette toute puissance métaphysique qu'on appelle déterminisme économique, plus vulgairement lutte des classes. La volonté de l'homme, individuelle et collective, sa vie psychique, son orientation intellectuelle, tout cela compte pour bien peu de chose chez notre marxiste et n'affecte en rien ses conceptions de l'histoire humaine.

Aucun étudiant intelligent ne nierait l'importance du facteur économique dans le progrès social et le développement de l'humanité. Mais seul un esprit obtus et obstinément doctrinaire se refusera à voir le rôle important de l'idée, en tant que conception de l'imagination et résultat des aspirations de l'homme.

Il serait vain et sans intérêt de tenter de comparer deux facteurs de l'histoire humaine. Aucun facteur ne peut être considéré, à lui seul, comme le facteur décisif de l'ensemble des comportements individuels et sociaux. Nous sommes trop peu avancés en psychologie humaine, peut-être même n'en saurons-nous jamais assez pour peser et mesurer les valeurs relatives de tel ou tel facteur déterminant du comportement humain. Formuler de tels dogmes, dans leurs connotations sociales, n'est que fanatisme ; pourtant, on verra une certaine utilité dans le fait que cette tentative d'interprétation politico-économique de l'histoire prouve la persistance de la volonté humaine et réfute les arguments des marxistes.

Heureusement, certains marxistes commencent à voir que leur Credo n'est pas toute vérité ; après tout, Marx n'était qu'un être humain, bien trop humain pour être infaillible. Les applications pratiques du déterminisme économique en Russie ouvrent, actuellement, les yeux des marxistes les plus intelligents. On peut voir, en effet, des réajustements s'opérer au niveau des principes marxistes dans les rangs socialistes et même dans les rangs communistes des pays européens. Ils comprennent lentement que leur théorie n'a pas assez tenu compte de l'élément humain, des Menschenainsi que le souligne un journal socialiste. Aussi important soit-il, le facteur économique n'est cependant pas suffisant pour déterminer à lui seul le destin d'une société. La

régénération de l'humanité ne s'accomplira pas sans l'aspiration, la force énergétique d'un idéal.

Cet idéal, pour moi, c'est l'anarchie, qui n'a évidemment rien à voir avec l'interprétation erronée que les adorateurs de l'État et de l'autorité s'entendent à répandre. Cette philosophie jette les bases d'un ordre nouveau fondé sur les énergies libérées de l'individu et l'association volontaire d'individus libres.

De toutes les théories sociales, l'Anarchie est la seule à proclamer que la société doit être au service de l'homme et non l'homme au service de la société. Le seul but légitime de la société est de subvenir aux besoins de l'individu et de l'aider à réalisa ses désirs. Ce n'est qu'alors qu'elle se justifie et participe aux progrès de la civilisation et de la culture. Je sais que les représentants des partis politiques et les hommes qui luttent sauvagement pour le pouvoir me taxeront d'anachronisme incorrigible. Eh bien, j'accepte joyeusement cette accusation. C'est pour moi un réconfort de savoir que leur hystérie manque d'endurance et que leurs louanges ne sont jamais que temporaires.

L'homme aspire à se libérer de toutes les formes d'autorité et de pouvoir et ce ne sont pas les discours fracassants qui l'empêcheront de briser éternellement ses chaînes. Les efforts de l'homme doivent se poursuivre et ils se poursuivront.

Chicago : Free Society Forum, 1940